

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
de Monsieur
Conseiller Supérieur Socio-Educatif du Centre Communal d'Action Sociale
auprès de la ville de ROUEN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20250130-300120253-DE
Certifié exécutoire
Réception par le préfet : 05/02/2025
Publication : 06/02/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



ENTRE : Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), représenté par Madame Caroline DUTAK - Vice-Présidente dûment habilitée par l'arrêté de délégation de fonction du Président à la Vice-Présidente en date du 30 avril 2024.

D'une part,

ET : La Ville de Rouen, représentée par Monsieur Nicolas MAYER - ROSSIGNOL, Maire de Rouen, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, ci-après dénommée par les termes "la Ville",

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

Conformément aux dispositions du Code Général de la Fonction Publique et du Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, le CCAS met Monsieur , Conseiller Supérieur Socio-éducatif, à la disposition de la Ville de ROUEN.

ARTICLE 2 - Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Monsieur , Conseiller Supérieur Socio-éducatif est mis à disposition en vue d'exercer les fonctions de Directeur du centre social Simone Veil.

ARTICLE 3 - Durée de la mise à disposition

Monsieur est mis à disposition auprès de la Ville de ROUEN à 100%, du 1^{er} janvier 2025 au 28/02/2025 puis à 60% du 01/03/2025 au 31 décembre 2027 en raison de la demande de l'agent de temps partiel sur autorisation.

ARTICLE 4 - Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

Le travail de Monsieur est organisé par la Ville de ROUEN dans les conditions suivantes :

- Monsieur , Conseiller Supérieur Socio-éducatif, remplit les missions et les responsabilités telles que définies par la fiche de poste s'y référant.
- Monsieur est placé dans la direction de la DSCS.

Le CCAS continue à gérer la situation administrative de Monsieur (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, discipline).

ARTICLE 5 - Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250130-300120253-DE

Accusé certifié exécutoire

grade d'origine (émoluments liés à l'emploi).
Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Le CCAS verse à Monsieur , la rémunération correspondant à son grade d'origine (émoluments de base, indemnité de résidence, supplément familial + indemnités et primes liés à l'emploi).

La Ville de ROUEN ne verse aucun complément de rémunération à Monsieur sous réserve des remboursements de frais.



ARTICLE 6 - Dispositions financières : remboursement de la rémunération

Le montant des rémunérations et des charges sociales versé par le CCAS sera remboursé intégralement par la Ville de Rouen.

La Ville de Rouen rembourse annuellement les rémunérations et les charges sociales de l'agent mis à sa disposition dans un délai de 45 jours à compter de la réception du titre de recettes émis par le Trésorier Municipal.

ARTICLE 7 - Fin de la mise à disposition

La mise à disposition de Monsieur peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande :

- Du CCAS,
- De la Ville de ROUEN,
- Du fonctionnaire mis à disposition.

Dans ce cas, un délai de préavis de trois mois entre la demande de fin de mise à disposition et la date d'effet doit être respecté.

ARTICLE 8 - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de ROUEN.

ARTICLE 9 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à l'hôtel de ville de ROUEN.

Fait à Rouen, le

Pour le CCAS,
Pour le Président par délégation,
La Vice- Présidente,

Pour la Ville de ROUEN,
Le Maire,

Caroline DUTARTE

Nicolas MAYER - ROSSIGNOL